Congrès AFSP 2009

Section thématique 34

Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visibles

Marie Cartier (Université de Nantes, CENS),
Isabelle Coutant (IRIS-CNRS, Paris),
Olivier Masclet (Université Paris-Descartes, CERLIS-CNRS),
Yasmine Siblot (Université Paris 1, Laboratoire Georges Friedmann-CNRS)

marie.cartier@univ-nantes.fr
isabelle.coutant@ens.fr
o.masclet@club-internet.fr
yasmine.siblot@univ-paris1.fr

Les listes prennent des couleurs... Promotion et marginalisation des candidats de la « diversité » dans une commune de la banlieue parisienne.

Lors des élections municipales de 2008 en France, les listes ont pris des couleurs. Listes partisanes ou bien « indépendantes », toutes ont accueilli de nombreux candidats issus de la « diversité », c'est-à-dire, Noirs et/ou « issus » d'immigrations non européennes, ou plus précisément, perçues comme « non blanches ». Ce phénomène national particulièrement net en Ile-de-France, a valu à ce scrutin d'être qualifié de « séance de rattrapage de la diversité » [Geisser, Soum, 2008]. Notre propos n'est pas ici de retracer la genèse de cette ouverture, de restituer ses conditions politiques et démographiques d'émergence[1], mais à partir d'une enquête de terrain menée dans une commune francilienne dont nous connaissons bien la sociologie [Cartier, Coutant, Masclet, Siblot, 2008], d'en éclairer les modalités, les éléments de nouveauté et aussi les effets dans une configuration socio-locale particulière.

La liste menée par le PS (avec le PC) à Villenois, commune de la banlieue nord, compte ainsi 11 « divers », dont 9 sont des nouveaux sur les listes, parmi les 35 candidats. Celle menée par l'UMP n'en compte que 6, tous nouveaux[2]. Quant aux listes d'outsiders, apparues tardivement dans la compétition, l'une, soutenue par le Modem, en compte 12, et l'autre, « indépendante », 27 sur 35. Dans cette commune située entre cités et périurbain aisé, qui sont ces « divers », candidats comme élus ? Comment s'opère leur entrée en politique ? Quels effets l' « ouverture à la diversité » a-t-elle ici ? Etudier ce phénomène d' « ouverture à la diversité » implique, au même titre que d'autres faits politiques et contre le regard décontextualisé encouragé par les analyses électorales ou administratives, une approche localisée [Briquet, Sawicki, 1989].

Nous soutiendrons l'idée qu'en 2008, l'obstacle que la couleur de peau ou une origine non-européenne représentait jusqu'alors pour entrer en politique a été partiellement levé, effet probable, entre

[1] Elle résulte d'une injonction à la « diversité », tant à l'UMP, où Nicolas Sarkozy en a fait une « figure imposée », qu'au PS, où ce contexte ravive une critique ancienne et récurrente à l'encontre de formes de discriminations internes : en décembre 2007, Bruno Le Roux, secrétaire national en charge des élections, et Faouzi Lamdaoui, secrétaire national à l'égalité, la diversité et la prévention sociale, annoncent que des candidats « issus de l'immigration » seront à la tête des socialistes dans 20 grandes villes, afin de mieux « représenter (…) la diversité de notre parti , qui est celle de la société ».

[2] La liste PS comptait 4 « divers » en 2001 et la liste UMP aucun.

autres facteurs, de la marginalisation du FN sur la scène électorale. Mais cela n'a pas pour autant effacé la logique du cens caché dans un contexte où les organisations politiques de gauche sont de plus en plus fermées aux classes populaires [voir notamment sur le PS, Lefebvre, Sawicki, 2006] et où le champ politique local et ses élus se professionnalisent [Arnaud, Lebart, Pasquier, 2006 ; Bidegarray, Cadiou, Pina, 2009]. On montrera ainsi que les divers promus sur la liste socialiste établie et largement victorieuse dès le 1er tour avec 56% des voix, n'ont pas les mêmes propriétés sociales que les divers de la liste « indépendante » qui, avec ses 7%, n'obtient qu'un seul élu. Cette compétition électorale révèle ainsi un clivage socio-local entre des enfants d'immigrés situés entre classes moyennes et populaires (nous proposons de les appeler « petits-moyens »[3]) dont les conditions d'existence sont plus ou moins stabilisées et les ressources modestes, et des classes moyennes bien établies. Mais rappeler que la race peut dissimuler la classe ne doit pas pour autant conduire à nier la spécificité du contexte français de la fin des années 2000 par rapport à la décennie 1990 [voir par exemple Masclet, 2003]. Le jeu politique local n'apparaît pas aujourd'hui à Villenois totalement fermé à ceux qui au premier abord n'ont pas les titres requis (titres scolaires, titres civiques…). Des « divers » un temps marginalisés ont ainsi pu à l'occasion de leur participation à la compétition électorale faire des apprentissages politiques et acquérir des ressources valorisables en politique.

Alors que divers travaux ethnographiques étudient les mobilisations électorales à partir d'enquêtes de terrain conduites dans le temps même de la campagne [Lagroye, Lehingue, Sawicki, 2005], notre enquête a été conduite un an après les municipales de 2008. Si les entretiens ont pu réactiver chez les candidats les rôles, les discours, les oppositions de la campagne, ils offraient en même temps la possibilité de s'en distancier, d'exprimer des critiques ou, au contraire, de manifester son indifférence. Nous avons prêté une attention particulière à la liste « indépendante » et à la liste « établie » dont les relations faites à la fois de conflits et de proximités paraissaient révéler un clivage socio-local structurant. Loin de constituer un groupe dont les membres seraient préalablement unis par le partage de causes à défendre et la proximité des univers militants[4], la plupart des colistiers de la liste « indépendante » ne se connaissaient pas avant la campagne électorale et ont été réunis dans la précipitation. Aujourd'hui on ne peut plus parler d'un collectif mobilisé. Plusieurs d'entre eux ont pourtant accepté volontiers notre demande d'entretien. Le dispositif d'enquête permet donc d'étudier les effets et les implications de la participation à une compétition électorale sur les candidats « divers » eux-mêmes, sur leur rapport au politique et leur position locale[5].

I. Les conditions sociales de la participation politique des « divers »

A. Une commune de « petits-moyens » de plus en plus « divers »

L'injonction à la diversité rencontre un écho particulier dans le contexte politique et social de Villenois. Sur le plan politique, les listes des principaux partis y semblent moins verrouillées qu'ailleurs ou qu'à d'autres scrutins. En effet, le maire socialiste brigue un troisième mandat, non sans difficulté. La

[3] Cette catégorie de « petits-moyens » (terme utilisé par une enquêtée pour s'auto-désigner lors de notre enquête sus-citée [2008]), nous a permis de désigner tout un ensemble de ménages qui se situent à la lisière des classes populaires et des classes moyennes : ce terme désigne moins des positions et des professions que la pente de trajectoires de petite mobilité. Il nous a permis de décrire des pratiques et des dispositions, un style de vie, une culture domestique locale et un rapport au politique qui nous semblent spécifiques à cette strate de la population (en tout cas non réductibles à celles et ceux des classes populaires ou des classes moyennes).

[4] Dans un contexte de forte abstention et de démobilisation politique, c'est sans aucun doute le cas aujourd'hui de nombreuses listes municipales.

[5] Nous avons fait varier le mode d'entrée en contact avec les candidats de la liste « indépendante » (tantôt avec l'aide et la recommandation du tête de liste, Rachid Hachim, ou d'un élu de la majorité municipale, tantôt par recommandations entre co-listiers, tantôt directement au moyen du nom et de l'annuaire téléphonique). Nous avons pu ainsi rencontrer à la fois des personnes aujourd'hui encore mobilisées et intéressées par la vie politique locale et des personnes plus éloignées du jeu politique local, mais dont la participation aux municipales n'a pas pour autant été sans effet. Nous ne sommes toutefois pas capables de mesurer précisément l'impact de la participation sur tous les candidats, ceux-ci, au nombre de 140, n'ayant pas tous été rencontrés et deux listes ayant été privilégiées dans l'enquête.

ville a été emportée de haute lutte en 1995 face à la droite, à la faveur d'une triangulaire, et si en 2001 le noyau de l'équipe municipale a pu être reconduit sans trop de remises en cause, il est confronté en 2008 à son propre vieillissement, à des départs et dissensions, rendant pressant l'impératif de renouvellement. Et ce d'autant plus que le maire a été affaibli en 2007 par la perte de son siège de député. Du côté de la droite, si une liste unique a été constituée en 2001, une rivalité divise l'UMP en 2008 : chaque liste peine à se constituer, l'un des prétendants renonçant à se présenter faute de candidats, et l'autre devant chercher de nouveaux colistiers pour pallier les défections du camp adverse.

Mais la spécificité du contexte politique local tient également à la morphologie sociale de la commune. Celle-ci est marquée, comme beaucoup de communes de banlieue parisienne, par un turn-over important de la population : ainsi entre les recensements de 1990 et 1999, c'est près de 40 % des habitants qui ont changé[6]. Sur le long terme, ce mouvement continu rend difficile la stabilisation d'équipes militantes et d'élus : d'un scrutin à l'autre, tout un travail de construction d'une liste solide et de mobilisation des électeurs est à recommencer.

Enfin, les caractéristiques sociales des habitants, et tout particulièrement des nouveaux venus, sont également à prendre en compte pour comprendre l'évolution des listes : la majeure partie d'entre eux sont originaires de la région parisienne et la moitié d'entre eux du département. Les ménages qui s'installent sont pour la plupart de jeunes couples avec enfants, 50 % sont employés ou ouvriers dont une part importante accède alors à la propriété. Nous avons ainsi montré que la commune est un espace d'accession à la propriété pour des ménages d'origine populaire en petite ascension, originaires depuis les années 1980 de « cités » [2008]. Ce constat, que nous avons détaillé pour le quartier pavillonnaire des Peupliers sur lequel a porté notre enquête, vaut pour de nombreux autres espaces de la commune, qui comptait en 1999 43 % de ménages propriétaires (ce qui a dû augmenter), et pour 36 %, de maisons individuelles. Nous avons caractérisé ces ménages en petite ascension sociale accédant à la propriété de « petits-moyens » pour souligner leur position d'entre-deux entre classes populaires et classes moyennes. Au cours des années 80 et 90, ils sont de plus en plus souvent enfants d'immigrés ou immigrés eux-mêmes.

En ce qui concerne la politisation de ces « petits-moyens », nous avions été frappés dans le cas du quartier des Peupliers par le fait qu'ils étaient partagés électoralement entre des votes à droite et à gauche, mais par contre collectivement caractérisés par leur forte participation électorale, supérieure à la moyenne communale à tous les scrutins. Cette forte participation électorale se doublait de l'investissement local d'un noyau d'habitants au sein d'associations (associations sportives, associations de parents d'élèves…), de partis, ou dans les institutions de la démocratie locale plus récemment. Depuis les années soixante, ce quartier, comme d'autres quartiers pavillonnaires similaires de la commune, constitue un vivier de conseillers municipaux de droite comme de gauche. Ce civisme des « petits-moyens », qui contraste fortement avec l'indifférentisme et la distance à la politique des habitants de cités HLM [Braconnier, Dormagen, 2007], nous est apparu comme un des effets des petites mobilités sociales. Ce qui se produit lors des municipales de 2008 est aussi l'effet d'une demande d'entrée dans la vie politique locale d'une partie de ces habitants arrivés plus ou moins récemment, en petite ascension, souvent originaires de cités et enfants d'immigrés ou immigrés eux-mêmes, et mobilisés autour de l'amélioration des conditions de vie dans leur quartier et dans la commune.

Le contexte d'injonction nationale à l'ouverture à la « diversité », conjugué à une configuration locale de possibilités d'entrées au sein des listes du PS et de la droite locale, a probablement rendu pensables et légitimes ces aspirations, qu'il s'agisse d'aspirations à être intégrés aux listes des principaux partis, ou d'aspirations à les concurrencer. Pour nombre des candidats « divers », notamment ceux de la liste « indépendante », mais pas seulement, il faut faire surgir de « nouvelles têtes » et prendre en compte « le mélange » des populations de la commune. Comme le dit un des colistiers de la liste « indépendante », dont l'unique slogan de campagne envers les habitants a été « Villenois, c'est vous ! » : « Quand tu prends la liste du maire, c'est des gens on va dire corrects. Ils ont glissé quelques ouvriers mais… Alors que nous, on nous a fait la remarque, c'est trop cosmopolite, mais Villenois c'est ça, y a de tout ! Sinon il faut aller vivre dans l'Oise ! ». Cette revendication de cosmopolitisme s'exprime également

[6] La population est stable : 40% des habitants de 1990 étaient partis en 1999, remplacés par 40 % de nouveaux venus, soit 9000 personnes, pour une commune de 25 000 habitants, dont 13000 inscrits et 7000 votants en 2008.

en termes de classes sociales[7] : la question de la « diversité » est ainsi indissociable de celle des groupes sociaux qui l'incarnent. L'accès aux listes des « divers » se fait dans le cadre de processus plus larges d'illégitimation et de légitimation sociale [Offerlé, 1984] qui varient d'une liste à l'autre, et se combine aux mécanismes d'ouverture et de fermeture déjà engendrés depuis 2001 par la mise en place de la parité [Achin, Paoletti, 2002 ; Achin (dir.), 2007].

B. Des listes socialement contrastées dans une commune de « petits-moyens »

Pour réaliser une sociographie des listes, nous disposons, outre nos entretiens, du matériel de campagne, ainsi que des fichiers établis par la Préfecture à partir des données déposées par les candidats, qui comportent (pour la partie publique) l'âge et la profession.

On a souligné la présence inégale des « divers » sur les différentes listes : faible à l'UMP, moyenne au PS et au Modem, et très élevée sur la liste indépendante. Cette différenciation recoupe celle de l'âge : l'UMP a une moyenne d'âge de 53 ans, avec 9 retraités (parmi les 35 membres). Le PS, de 53 ans, avec 6 retraités, la liste Modem de 45 ans avec 4 retraités. Se distingue la dernière liste : une moyenne d'âge de 34 ans et aucun retraité.

Les listes se polarisent ensuite en fonction des professions représentées. Dans ce domaine, chacune de ces sources comporte une part d'imprécision, que ce soient les entretiens et tracts, ou les listes de la Préfecture[8] (où les professions ont été recodées, parfois avec des erreurs[9]). De plus, toutes ces sources ont un biais commun : basées sur des déclarations des candidats, elles font l'objet de sous ou de sur estimation selon la stratégie de présentation de soi. La confrontation des différents matériaux permet de prendre la mesure des écarts entre les déclarations et ce flou est en lui-même révélateur de positions et de trajectoires spécifiques.

Composition professionnelle des listes en 2008 (hors retraités)

	Employés et ouvriers (privé)	Intermédiaires (privé)	Cadres (privé)	Indépendts	Empl. et interm. (public)	Cadres (public) et enseignts	Etudiants	Retraités	Autre/ sans
PS	4	0	1	0	11	8	4	6	1
UMP	8	2	3	3	7	2	0	9	1
Mod	8	4	4	3	9	3	0	4	0
Indep	4	2	6	8	5	2	5	0	3

Listes de la Préfecture partiellement corrigées à partir des autres matériaux

En ce qui concerne la liste menée par l'UMP, il semble que sa composition sociale ait été marquée par les recompositions et divisions de la droite locale. La rivalité avec un autre prétendant UMP, soutenu par l'ancien maire et l'ancien député RPR, ainsi que par un noyau de l'ancienne équipe de notables, a contribué à l'éloigner du haut de l'échelle sociale. La liste de l'ancien maire RPR, pharmacien, qui a dirigé la ville à partir de 1971, comptait en 1995, année où il a perdu contre le PS : 12 cadres du public et du privé (essentiellement des cadres supérieurs) ou enseignants ; 8 professions libérales et indépendants (pharmaciens, avocat, expert comptable) ; 5 étudiants de droit ou de gestion. Son ancrage dans les classes moyennes et supérieures et auprès de notables était net, et s'est maintenu en partie en 2001. En 2008 la liste UMP est vieillie, presque toujours aussi « blanche », mais elle est moins ancrée dans ces groupes. La tête de liste, Jean-Pierre Vigneau, est lui aussi pharmacien. S'il est suivi en 2ème et 3ème positions par une avocate et un « professeur d'économie » (du secondaire), et plus loin dans la liste par 5 autres cadres ou enseignants, le reste est plus marqué par des employés du public et du privé (12) et par les retraités (9, sans beaucoup de précisions).

La liste de Michel Barrot, le maire socialiste, est décrite par de nombreux enquêtés, notamment ceux des listes d'outsiders, comme une liste de « profs ». Lui-même professeur dans le secondaire, ayant eu en 1995 et 2001 un premier adjoint communiste qui l'était également, Michel Barrot a en effet

[7] Le terme de « classes sociales » est d'ailleurs utilisé par plusieurs des membres de la liste Hachim que nous avons rencontrés.
[8] Source la plus complète puisque nous n'avons pas rencontré les 140 candidats, et que certains tracts ne précisent pas les professions ou les âges. Nous disposons également de cette source pour 1995 et 2001.
[9] Un contrôleur des impôts classé en « fonctionnaire de catégorie A », alors qu'il s'agit d'une catégorie B, ou encore une assistante maternelle classée en « autres professions libérales » etc.

remporté en 1995 la mairie avec une liste composée presque au tiers d'enseignants (10), notamment en début de liste. La liste comptait également 10 fonctionnaires de catégorie B et surtout C.

En 2008, la part des enseignants (4) s'est réduite, mais les employés du secteur public sont toujours prépondérants : 22 personnes sur 35. On compte également (en incluant les retraités) beaucoup de cadres et professions intellectuelles supérieures (13), auxquels s'ajoutent 4 étudiants. Il faut nuancer cette analyse par le fait que la liste comporte plusieurs « petits-moyens » : les salariés d'exécution ou intermédiaires « à statut » sont tout aussi présents (un tiers), et plusieurs des cadres du public sont issus de la promotion interne. Mais la liste reste marquée par la présence des classes moyennes diplômées puisque parmi les 15 premiers de la liste on trouve : 9 enseignants, 3 cadres du public, 1 médecin scolaire, 1 commerçant, 2 étudiants, 2 fonctionnaires de catégorie B ou C.

Composition professionnelle de la liste PS de 1995 à 2008 (hors retraités)

	Employés et ouvriers (privé)	Intermédiaires (privé)	Cadres (privé)	Indépdts	Empl. et interm. (public)	Cadres (public) et enseignts	Etudiants	Retraités	Autre/ sans
1995	4	1	0	4	10	11	0	3	2
2001	3	0	4	6	8	8	0	6	0
2008	4	0	1	0	11	8	4	6	1

Listes de la Préfecture partiellement corrigées à partir des autres matériaux

Les deux autres listes s'en distinguent sur ces différents points. La liste soutenue par le Modem, est menée par Gérard Jaoui, ancien ouvrier et patron d'une petite entreprise d'outillage apparemment prospère. Elle compte 5 anciens conseillers municipaux, venus de la droite comme de la gauche. Montée rapidement, en grande partie à partir des réseaux de Gérard Jaoui, ancien président du club de foot, elle est assez disparate, mais apparaît comme nettement plus proche des classes populaires. Elle compte ainsi 15 employés, 7 du public et 8 du privé, dont beaucoup sont qualifiés (préparatrice en pharmacie, assistante de direction, assistante juridique…). Ils côtoient d'ailleurs 6 membres des professions intermédiaires (secrétaire médicale, dessinateur industriel…). Les cadres sont pour la plupart classés en « autres cadres » par la Préfecture, ce qui signifie qu'ils sont en position intermédiaire (comme un responsable de sécurité de galerie marchande). On ne trouve que 3 enseignants et aucun étudiant. Si la liste compte des membres plutôt stables et qualifiés des classes populaires, on est donc loin des cadres du public et des diplômés de la liste PS, et Gérard Jaoui est coutumier des diatribes à l'encontre du maire qui se comporterait envers élus et habitants comme un « professeur avec ses élèves ».

La dernière liste, constituée encore plus rapidement que la précédente, à partir des réseaux personnels des deux initiateurs (en 1ère et 3ème positions), est la plus hétérogène. Jeunes et très « divers », les candidats sont aussi souvent moins assurés socialement. On peut analyser comme un indice de cette moindre assurance le fait que les tracts et listes ne font jamais mention des professions des candidats. Au vu des données de la Préfecture, pourtant, elle semble plus ancrée au sein des classes moyennes que la précédente : 7 cadres et 3 enseignants, 7 indépendants, 5 étudiants. Il serait donc hâtif de caractériser cette liste comme « populaire » : on ne compte aucun ouvrier, et seulement 8 employés, 4 du public et 4 du privé. Et cette liste est surtout caractérisée par le fait qu'elle réunit des personnes très différentes socialement au delà de leur commune diversité du point de vue des origines. Mais il s'avère aussi que les catégorisations sont hasardeuses et souvent surestiment les positions : on retrouve classé comme « enseignant » un patron d'auto-école ou comme « autre profession libérale » un homme qui tente de se lancer dans le commerce. Ce flou sur les professions se retrouve dans plusieurs entretiens, à commencer pour les têtes de liste. Rachid Hachim, en première position, ancien animateur de la municipalité, puis « chargé de mission » d'un centre social, a entrepris une formation du ministère de la défense, et est dans le même temps patron d'un restaurant. Hamed Nagati, en troisième position, et très actif dans la constitution de la liste, est aussi très évasif, se présente comme « commercial », dans le commerce de tissu semble-t-il, (et est catégorisé en Préfecture comme « autre cadre »). Pour les colistiers avec qui nous avons pu faire des entretiens, beaucoup ont des trajectoires d'ascension. Mais si, pour une partie d'entre eux (dont plusieurs sont d'ailleurs habitants du quartier des Peupliers), ils s'apparentent aux « petits-moyens » dont l'ascension est stabilisée, d'autres ont des parcours de mobilité plus heurtés. Il faut d'ailleurs souligner comme autre élément de moindre stabilité professionnelle et sociale la faible présence de salariés du public, qui ne sont que 6 (2 enseignants et 4 fonctionnaires de catégorie C). Et en ce qui

concerne leurs niveaux de diplôme, ils ne sont pas très élevés (bac, ou diplômes professionnels de niveau équivalent). Par ces deux derniers traits, la liste portée par Rachid Hachim se distingue de la liste socialiste.

Ce capital scolaire modeste, ainsi qu'un statut social flou et une ascension incertaine caractérisent les candidats les plus en vue de cette liste et les plus investis, ceux qui ont été les moteurs de cette « aventure », selon un terme souvent entendu. Une comparaison plus fine de leurs parcours avec ceux des « divers » qui ont fait leur entrée sur la liste gagnante du PS permet de rendre compte des ressources sociales qui leur ont fait défaut pour y accéder, mais aussi des ressources locales et des aspirations qui ont nourri cette dynamique.

II. Les zones d'affiliation des « divers »

A. La diversité socialiste : un examen de civisme

Ce sont 9 nouveaux « divers » qui font leur entrée en politique sur la liste socialiste à l'occasion des municipales de 2008. Cette promotion de la diversité n'est pas qu'affaire d'image : elle s'est traduite par l'attribution de responsabilités parfois importantes à une partie des candidats, alors même qu'il s'agit pour la plupart d'une première expérience politique, à la différence de ce que d'autres enquêtes montrent à propos de l'entrée des femmes en politique par le biais de la parité [Achin, Paoletti, 2002].

N°	Fonction municipale	Age Sexe	Origine	Profession	Appartenance politique au PS	Engagements
10	**Kamila Bensaddik** Vie éco, formation (5è adjointe)	43 F	Maroc (arrivée en France en 1984)	Cadre supérieur (secteur privé)	Non Positionnement politique à gauche (sollicitée pour être sur la liste)	-FCPE (depuis 1995) -CLVA[10] -Campagne S. Royal -Comité de femmes
12	**Elodie Ethee** Déléguée de quartier	22 F	Antilles (née en métropole)	étudiante	Non Positionnement au centre (sollicitée)	Comité Ingrid Betancourt (2007)
15	**Paul Günes** Délégué de quartier	23 H	Chaldéenne (arrivé en 1989, à l'âge de 4 ans)	étudiant	Oui (2007) (candidat)	-JAC[11] -AACF[12] -bureau de quartier
17 sort-ant	Solidarité, santé (8è adjoint)	60 H	Antilles	Infirmier retraité	Oui (candidat)	Président d'une association d'élus d'outre-mer
20	**Salima Pillon** Vie	50 F	Algérie (arrivée en France en 1988)	Aide-soignante (fonctionnaire catégorie C)	Oui (2005) (candidate)	-FCPE (depuis 1991) -bureau de

[10] Conseil Local de la Vie Associative.
[11] Jeunesse assyro-chaldéenne.
[12] Association des Assyro-chaldéens de France. Les Assyro-chaldéens (localement appelés aussi simplement « Chaldéens ») sont des réfugiés politiques arrivés pour la plupart à la fin des années 1980 et au cours des années 1990 ; ils appartiennent à une minorité chrétienne persécutée en Irak et en Turquie. Nous renvoyons à notre ouvrage pour une analyse des effets de leur arrivée dans le quartier des Peupliers, notamment la très forte stigmatisation dont ils ont fait l'objet au départ. Parmi les 6 « divers » de la liste UMP, 3 sont issus de la communauté assyro-chaldéenne (leur insertion sur la liste a fait l'objet de discussions avec l'une des associations les représentant). Si la liste PS en compte 2, aucun ne figure en revanche sur les deux listes « indépendantes ».

	associative (9è adjointe)			(Infirmière en Algérie)		quartier
23	**Gilles Kassabian** Sans délégation	40 H	Liban (arrivé en France à l'âge de 11 ans) Mère libanaise, père arménien (restaurateur de tapis), grand-mère assyro-chaldéenne, grand-tante syrienne	Employé (autres entreprises publiques) Avant, a connu nombreux CDD et intérim, RMI.	Oui (fin des années 1990). A été secrétaire section. (Parents proches du PC, militants).	-syndicat -vie associative (notamment LDH, Libre Pensée, Amis de l'ambassade d'Arménie) -bureau de quartier
26	Déléguée de quartier	54 F	Antilles	Agent sécurité sociale (fonctionnaire catégorie C)	PC ou MRC ?	?
29 sort-ant	Non élu	50 H	Afrique noire (?)	Fonctionnaire préfecture de police (catégorie B)	Oui ?	?
30	**Marie Yalap** Non élue	24 F	Chaldéenne (arrivée en France en 1983, à l'âge de 3 mois)	étudiante	Non (?) (sollicitée) (?)	-AACF engagements internationx
31	Non élu	45 H	Maghreb	Employé collectivité territoriale (catégorie C)	Oui (?)	?
33	**Bachir Semroud** Non élu	50 H	Père algérien (FLN), mère française (né en France) Arrivée Villenois 1985	Agent hospitalier (catégorie C)	Oui (2004-2005) PSU 80's (milite pour vote des immigrés). Tête de liste élections europ. et locales début 80's (Cholet), programmes écolo. et autogestionnaires	syndicalisme (CFDT, CRC, Solidaires, CGT). Auj secrétaire général du syndicat pour l'hôpital

Parmi ces candidats de la « diversité », ceux qui ont été mis en avant pendant la campagne socialiste et promus lors de l'attribution des délégations ont pour caractéristiques communes un engagement associatif sur la scène locale et un certain capital scolaire (baccalauréat minimum). Ils appartiennent (ou appartiendront) davantage aux classes moyennes qu'aux classes populaires. Alors qu'on aurait pu s'attendre à voir des « beurettes » et des « jeunes de cité » accompagner cette ouverture, on rencontre ainsi des profils autres : les deux femmes d'origine maghrébine, Kamila Bensaddik et Salima Pillon, respectivement âgées de 43 et de 50 ans, ne sont pas des filles d'immigrés, enfants de cité. Elles sont elles-mêmes immigrées : la première, arrivée du Maroc pour poursuivre des études en France,

issue d'un milieu favorisé (père magistrat et mère enseignante, féministe engagée politiquement à gauche) est aujourd'hui cadre supérieure et possède un pavillon dans la partie récente des Peupliers (pavillons Kaufmann and Broad) ; la seconde, infirmière dans son pays, a émigré d'Algérie à la fois pour fuir la violence à la fin des années 1980 et pour rejoindre son futur mari, français « de souche », en région parisienne. Reconvertie comme aide-soignante (du fait de la non équivalence des diplômes), elle est aussi propriétaire d'un pavillon dans un autre quartier de la ville. Toutes deux ont en commun un fort investissement local à travers la FCPE, dès l'entrée de leurs enfants à l'école maternelle au début des années 1990, suivi d'autres engagements associatifs. C'est d'abord par le militantisme FCPE qu'elles se sont socialisées à la politique. Elles ont activement participé à la campagne de Ségolène Royal en 2007, et ont alors régulièrement côtoyé des femmes de l'ancienne équipe municipale, de la même génération qu'elles. Si Salima Pillon, adhérente du PS depuis 2005, était candidate, Kamila Bensaddik, non encartée, à été sollicitée directement par le maire. Elles ont toutes deux obtenu des postes importants (plus élevés que ce à quoi elles s'attendaient) dans la nouvelle équipe municipale : 5è adjointe (déléguée à la vie économique et à la formation professionnelle) et 9è adjointe (déléguée à la vie associative et à la citoyenneté).

Quant aux jeunes repérés par l'équipe municipale, ils ont en commun d'avoir entrepris des études supérieures et d'être connus pour leur engagement : deux d'entre eux sont issus de l'immigration chaldéenne, et ont grandi dans les pavillons en bande du quartier des Peupliers, au sein de familles nombreuses. Ils ont milité notamment au sein de la JAC, de l'AACF, du bureau de quartier pour l'un d'eux, Paul Günes. Entré au PS en 2007, il était candidat, et est devenu, après les élections, délégué de son quartier à l'âge de 23 ans. Elodie Ethee, d'origine antillaise, elle aussi déléguée de son quartier désormais, a été repérée et sollicitée parce qu'elle a créé un comité Ingrid Betancourt au cours de l'année 2007 et qu'elle était particulièrement visible sur la scène locale. C'est en tant que représentante de la société civile qu'elle a accepté la proposition du maire, mais se situe politiquement « au centre »[13] et n'est pas toujours à l'aise avec la discipline de vote. Agée de 22 ans, étudiante en licence d'histoire à Paris, ayant grandi dans l'une des cités de la ville réputée difficile, elle est censée symboliser « la jeunesse des quartiers qui réussit ». C'est en tout cas ainsi que le maire la présente, et son image a été particulièrement utilisée lors de la campagne (elle figure aux côtés du maire sur le principal tract de campagne, est régulièrement mise en avant sur les photos, et occupait la 12è position sur la liste). Elle nous raconte lors de l'entretien réalisé au printemps 2009 que cela lui a valu l'hostilité d'une partie de cette jeunesse, notamment lors de réunions de campagne : ceux-ci lui ont renvoyé le fait qu'elle n'avait aucune légitimité à les représenter. Elle l'a vécu difficilement (a d'ailleurs régulièrement hésité à se retirer de la campagne) mais comprend leur attitude, ne se sentant effectivement pas particulièrement emblème de cette catégorie de la population : « Les jeunes du quartier ne se sont pas reconnus en moi. Par rapport à mon parcours. J'ai pas grandi dans la rue. Pour moi, la rue, c'est un espace de mobilité, je vais d'un point à un autre. C'est pas un lieu où je m'investis. Ils m'ont dit : « Tu nous représentes pas ». Certains disaient « toi, je t'ai pas vue, toi je t'ai jamais connue ». En même temps, ils n'avaient pas tort. En général, ils venaient s'excuser à la fin des réunions. Ce qui les agaçait, c'était aussi le discours « il n'y a pas que des jeunes casseurs, on a aussi des jeunes qui réussissent ». Ils se sont dit, on nous met soit disant une jeune, parce qu'on est vus comme racailles. » Il peut ainsi y avoir un décalage entre ce que sont censés représenter ces « divers », et la manière dont eux-mêmes se perçoivent.

Les hommes « divers » âgés de plus de 40 ans en revanche, même s'ils étaient présents sur la liste (5 sur 10), ont relativement très peu de délégations et n'étaient pour la plupart pas en position éligible, alors même qu'ils avaient un investissement politique ancien, parfois dans la section locale du PS.[14] L'un d'eux, Bachir Semroud, a proposé d'être en position non éligible, conscient de la concurrence, mais semble l'avoir ensuite un peu regretté. Un autre, Gilles Kassabian, note lors de l'entretien qui est le seul élu à ne pas avoir de délégation. Ces deux hommes, au profil plus populaire que les promus de la « diversité » (l'un est employé, de niveau bac, l'autre fonctionnaire catégorie C et tous deux sont locataires dans le quartier des Peupliers), disposent de ressources militantes « traditionnelles »

[13] Elle nous confie avoir voté pour Nicolas Sarkozy lors des élections présidentielles de 2007, en réaction à la diabolisation dont il a selon elle fait l'objet.

[14] Vincent Geisser et El Yamine Soum [2008] montrent que « l'ouverture » s'est bien souvent traduite par un appel à de nouveaux candidats, au détriment des anciens « divers », militants de longue date dans les partis.

(syndicalisme, militantisme de terrain, notamment via la sociabilité de café pour l'un des deux) qui semblent n'avoir pas été très valorisables dans le contexte de cette élection. Le départ d'Hamed Nagati et son investissement sur la liste Hachim (voir infra) est en lien avec la déception de ne pas s'être vu proposer une place plus importante sur la liste socialiste. La défection d'un adjoint sortant d'origine maghrébine, avocat de 42 ans, plus diplômé que les trois précédents, est sans doute à interpréter de la même manière. Selon Stéphane Dufour, jeune secrétaire de la section locale du PS, il a été victime du fait que le maire a évincé les cadres potentiellement rivaux : « Il a été mis dehors, on ne lui a laissé aucun espace politique, il a quitté le PS du coup ».

On aurait donc à la fois une « parité ethnique » [Geisser, Soum, 2008][15] et une prime à la jeunesse diplômée, portée comme le symbole d'une « deuxième génération » qui réussit, s'intègre, au détriment des non diplômés et des hommes « divers » de plus de 40 ans. La survalorisation de la jeunesse diplômée issue de l'immigration ou des Antilles se traduit également par la mise en retrait d'un jeune candidat diplômé mais français de souche, Stéphane Dufour, qui aurait sans doute été davantage valorisé dans un autre contexte électoral compte tenu de son parcours (ancien étudiant de Science Po, administrateur au Sénat) : en 19è position sur la liste, il obtient une délégation, mais moindre que celle à laquelle il aspirait. Dans ce contexte électoral, l'origine a donc constitué une ressource d'autant plus valorisée qu'elle était associée au genre féminin et/ou à la jeunesse, mais elle n'était une véritable ressource politique qu'à la condition d'être associée à un certain niveau de capital culturel (bac +2 minimum) et à un capital social lié à l'investissement dans la vie locale. Ce sont des « talents » que le maire et ses proches collaborateurs ont repérés (c'est le terme qu'ils emploient), que ce soit au sein de la section ou qu'ils soient allés les chercher dans la « société civile » : leur parcours est brandi comme figure d'exemple à la fois du point de vue de la trajectoire scolaire et/ou professionnelle, et de l'engagement « citoyen ». Ce sont des divers qui ont donné des gages de civisme, et qui attestent par leur manière d'être de leur conformité aux codes attendus dans la sphère politique. S'ils n'ont pas encore d'expérience politique, leurs dispositions les portent en effet à se former rapidement pour apprendre le métier (plusieurs demandent des formations d'élus, Paul Günes voudrait notamment se former sur le budget ; Elodie Ethee nous confie que le code de l'élu municipal est son « livre de chevet », qu'elle fait des fiches).

La valorisation de ce type de profil est à mettre en relation avec le refus très net, chez le maire, d'accorder un crédit politique à la couleur de peau ou aux origines. Il n'a de cesse de réaffirmer les "valeurs républicaines", la laïcité, et de dénoncer la gestion "communautariste" de la vie locale dans des communes voisines (ce positionnement renvoyant à des lignes de tension au sein du PS). Sa conception de la politique comme instance de consécration du dévouement, de promotion républicaine du mérite va de pair avec l'importance qu'il accorde à l'institution scolaire, notamment en tant qu'ancien enseignant d'histoire-géographie, qui a grandi dans l'un des quartiers HLM de la ville, dans une famille monoparentale de surcroît (c'est en tout cas ainsi qu'il se présente à nous lors d'une discussion informelle, pour étayer son idée qu'on peut réussir en ayant peu de capitaux au départ). A cela s'ajoute le fait que le maire semble avoir cherché à construire une représentation de la commune qui l'éloigne de l'image des cités : cela est lié à la position de la ville dans l'espace urbain, entre cités et zones résidentielles ; c'est aussi lié à l'électorat local, composé de petits-moyens et de couches moyennes, de plus en plus souvent immigrés ou issus de l'immigration.[16] Ce sont donc des « symboles d'intégration » qu'il a voulu porter.[17] Et lorsqu'il les cite, c'est « parce qu'ils sont à l'image des Villenoisiens d'aujourd'hui » mais il « refuse de rester dans ce que certains appellent la diversité ». Cette fierté exprimée à propos de la composition de la liste, jugée « très réussie », élément essentiel du succès

[15] Vincent Geisser et El Yamine Soum ont montré que le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les Verts ont en général joué de cette « parité ethnique » lors des législatives de 2007 et des municipales de 2008. Au sein des autres partis, les hommes « divers » n'étaient pas moins représentés que les femmes « divers ».

[16] Stéphane Dufour, dont la femme occupe un poste à responsabilité à l'hôpital, nous explique en entretien que les infirmières « classiques » (il précise « blanches » à notre demande) habitent dans l'Oise et non à Villenois où pourtant elles travaillent. Ce sont les cadres moyens, professions intermédiaires et cadres supérieurs immigrés/issus de l'immigration qui s'installent à Villenois selon ses observations.

[17] Pour le maire, Elodie Ethee « symbolise une jeune de cité qui réussit à l'école », Paul Günes « symbolise la nouvelle population, les Assyro-chaldéens» (« le souci de faire passer le message non pas d'une communauté mais qu'une intégration réussie est possible »), il s'agit de « montrer la voie » à travers lui ; Kamila Bensaddik est quant à elle un « symbole d'intégration de la femme et de réussite professionnelle » et Salima Pillon incarne un « mariage mixte ».

électoral parce que parfaitement représentative de la ville, est partagée par les élus socialistes de la diversité rencontrés. Tout comme le rejet du terme de « diversité » et la dénonciation du « communautarisme » (avec des nuances cependant)[18]. Kamila Bensaddik et Salima Pillon sont très réticentes à l'égard de ce terme, et très critiques de la manière dont Nicolas Sarkozy s'est selon elles servi de Rachida Dati et de Rama Yade. Elles ont conscience d'avoir été aussi choisies par le maire en raison de leur origine, même si cela n'a jamais été évoqué très explicitement, mais ont clairement exprimé leurs ambitions (en ce qui concerne la place sur la liste et les responsabilités attendues) pour ne pas se sentir instrumentalisées. Elles revendiquent la ressource que leur origine peut constituer pour « comprendre » les populations immigrées, elles espèrent apporter leur « lumière » sur ce qu'elles vivent, mais mettent en avant leur parcours (dont elles sont fières) pour justifier de leur légitimité à être là où elles sont. Paul Günes, dans un registre un peu différent, estime que c'est important que les Assyro-chaldéens aient des représentants dans les instances locales (il pousse certains membres de la communauté à investir la FCPE, les bureaux de quartier à « s'impliquer »), il est conscient que sa présence sur la liste a pu inciter des membres de sa communauté à voter socialiste (le score socialiste a été important dans son bureau de vote : 53%) mais il affirme clairement qu'il est le représentant de tous les citoyens, s'inscrivant pleinement dans le discours du maire sur ce sujet.

L'ouverture à la « diversité » est ainsi réelle dans le camp socialiste, notamment parce qu'elle s'accompagne de l'attribution de responsabilités pour des nouveaux venus en politique. En même temps, elle est relative : c'est une certaine « diversité » qui est promue. Parmi ces divers, notamment, ne figurent pas de jeunes issus de l'immigration maghrébine ou africaine, ceux qu'on retrouve à l'inverse sur les listes Hachim et Jaoui, de ce point de vue moins fermées.

B. La liste Hachim : comment émerge une liste « improbable » ?

Un double moteur contribue à l'émergence de la liste Hachim : d'une part, la sélection de nouveaux candidats par le maire a produit de fortes désillusions qui ont conduit certains « recalés de la diversité » à se présenter contre lui ; d'autre part, ces opposants sont parvenus à coaliser un ensemble de griefs contre la municipalité et à mettre en forme une aspiration à « exister politiquement » au nom du « changement », de l'« ouverture », chez des candidats jeunes et souvent éloignés de la politique conventionnelle.

Deux acteurs qui occupent les premières places de la liste jouent un rôle éminent dans sa constitution. Deux « entrepreneurs en représentation » qui n'entretenaient quasiment aucun lien avant les élections et dont le rapprochement fut forcé. Hamed Nagati, qui a pris l'initiative de cette alliance, n'en cache pas la raison : sa déception de n'avoir pas obtenu du maire la position de maire-adjoint qu'il espérait. Michel Barrot lui a proposé d'occuper la 23ème puis la 19ème place sur sa liste, mais pas plus. Offensé, Hamed Nagati a décidé de faire bloc contre lui. Rachid Hachim quant à lui, après avoir été pendant plusieurs années animateur vacataire à la mairie de Villenois aurait quitté ce poste faute d'obtenir la possibilité de bénéficier de formation continue. Il aurait également été en conflit avec un cadre municipal.

Nés respectivement en 1951 et en 1974, Hamed Nagati et Rachid Hachim ont des parcours différents : l'un a émigré de Tunisie pour faire des études en France (qu'on devine inachevées), est marié à une assistante maternelle d'origine française et a deux filles aujourd'hui salariées ; l'autre, né de parents marocains – devenus propriétaires d'un pavillon à Villenois en fin de vie active après avoir habité en cité HLM -, vit en France depuis l'âge de deux ans et est père (séparé) d'un jeune enfant. Ils partagent la même volonté d'entrer en politique tout en ayant conscience du peu de légitimité de leur entreprise. Ainsi les entretiens avec eux révèlent-ils d'abord leur crainte de « faire petits », d'apparaître « déplacés » en politique. Contrôlant leurs propos, ils affichent une réussite professionnelle impossible à vérifier, faute de détails et de réponse aux demandes de précision. Hamed Nagati se présente comme « cadre » mais refuse d'en dire plus. On apprend par sa femme, qui assistait à l'entretien, que le couple a acheté un pavillon

[18] Le discours de Paul Günes sur le communautarisme est beaucoup plus mesuré, lui-même appartenant à un groupe qui a été disqualifié avec ce type d'argument. Gilles Kassabian, plus proche socialement des membres de la liste Hachim, qu'il est amené à côtoyer dans le cadre d'une sociabilité plus populaire (notamment via les cafés), se montre aussi plus tolérant à leur égard, et nous a transmis les coordonnées de certains d'entre eux.

après avoir longtemps habité dans un quartier HLM. Sur un tract de campagne, Rachid Hachim met en avant son statut de « directeur de centre socio-culturel » et de « chef d'entreprise ». En fait, on découvre qu'il a été chargé de mission vacataire et qu'il gère un bar dans Paris (sans qu'on ait pu savoir si et comment il en est devenu propriétaire)[19]. Cet usage des titres professionnels et du flou biographique donne à voir l'élévation des conditions d'accès aux postes politiques locaux : la bonne volonté sociale ou militante ne suffit pas, il faut disposer en plus - ou plus que tout - de ressources scolaires et professionnelles qui semblent faire cruellement défaut à Hamed Nagati comme à Rachid Hachim. D'ailleurs, si les responsables socialistes les connaissent bien et semblent les estimer, ils ne manquent pas d'afficher leurs distances après les élections en dénonçant des personnalités aux « ego surdimensionnés ». Un responsable de la municipalité explique dans une claire analogie entre classement politique et classement scolaire qu'il était impossible d'offrir à Hamed Nagati mieux « qu'une place en milieu de tableau ».

Tous deux expliquent préférer demeurer « en dehors des partis » et « rester libres ». On devine à travers cette valorisation de la « liberté de conscience » (contre la discipline des partis) un refus de la compétition pour les places électives qui s'organise à l'intérieur des « grands » partis : la raison en est l'écart important séparant leurs ambitions de tout ce qu'ils sont socialement. Longtemps proche du parti socialiste, Hamed Nagati n'y a donc jamais adhéré. C'est sous l'étiquette du Rassemblement social démocrate de Rachid Nekkaz[20] - un « petit » parti où la concurrence n'existe pratiquement pas – qu'il a pu se présenter aux élections législatives de 2007. Rachid Hachim explique lui avoir été « mandataire financier » d'un candidat sans étiquette du Val d'Oise, Farid Saïdani, lui-même né en 1964 et dont le CV indique son statut de fonctionnaire (attaché territorial), ses nombreux diplômes dans le travail social et sa longue expérience militante[21]. Alors que Farid Saïdani a rejoint le Parti socialiste après les élections municipales, Rachid Hachim ne l'a pas suivi, sans doute à cause de la modestie des titres dont lui-même pourrait se prévaloir dans l'arène socialiste. Son « impatience à percer » semble également avoir joué en ce sens. Se sentant l'âme d'un « décideur » selon le terme utilisé dans l'entretien, et cherchant à le devenir, il présente lui-même la politique comme un moyen possible de promotion sociale. Un an après les municipales, il envisageait de se présenter aux législatives, semblant croire en des alliances qui ouvrent et accélèrent sa carrière.

Faute de ressources partisanes mobilisables, tous deux utilisent l'entretien pour mettre en scène leurs attributs d'hommes au service des autres : le dévouement cautionne à leurs yeux leurs prétentions électives et semble également caractériser ce qu'être « de gauche » veut dire pour eux. Hamed Nagati se présente tour à tour comme un agent bénévole de médiation auprès des jeunes troublions, l'initiateur de la fête du voisinage, le responsable d'une association de défense du lotissement où il est propriétaire, l'homme de l'ombre sur qui Barrot aurait su pouvoir compter pour régler certains litiges. Rachid Hachim parle d'une « vocation pour le social » ressentie « depuis tout petit » et met en scène des engagements associatifs, notamment à SOS racisme, sans pour autant les détailler et commenter plus avant durant l'entretien, comme s'il en exagérait la portée véritable. Tous deux font également référence aux « valeurs de la République » - le « respect », le « mérite » - et multiplient les signes d'allégeance à leur pays d'adoption. Dans les entretiens, il n'est ainsi jamais question d'affirmation culturelle, de défense des minorités ou de discrimination positive. Par dessus tout, ils valorisent la « réussite individuelle » et cherchent à se faire connaître comme des « hommes compétents » pouvant servir de « modèles » - des mots qui structurent leur présentation de soi pendant les entretiens.

S'ils s'affirment « de gauche », il s'agit à l'évidence d'une « gauche modérée ». Sur son blog de campagne pour les législatives de 2007, Hamed Nagati met en avant son combat pour « l'égalité des chances entre tous les Français », « la dignité » et « la morale » et milite pour « une baisse des charges

[19] Il n'a pas accepté facilement de faire un entretien. Finalement celui-ci a eu lieu dans une vieille voiture aux vitres cassées qu'il avait empruntée, la sienne étant en panne. Il a répondu à nos questions tout en conduisant, et s'interrompait souvent en chemin pour régler quelques affaires en cours (comptabilité et approvisionnement pour son bar). Tout se passe comme si, faute d'avoir pu nous fuir – fuir les inquisiteurs sociaux que sont les sociologues –, il avait évité un face-à-face menaçant trop son image sociale (à plusieurs reprises, il nous demandera pendant l'entretien de n'être pas « trop dur avec lui », assimilant l'entretien à une sorte d'examen scolaire, puis finira par nous demander de « rédiger sa biographie », passant ainsi d'un rapport dominé à l'enquête à une survalorisation de lui-même).

[20] Candidat « apolitique », fils d'immigrés algériens devenu « chef d'entreprise », ainsi qu'il se définit lui-même sur son blog.

[21] Il a quitté le PS en 2007 et y est retourné ensuite.

dans les petites entreprises » et « l'accès à la propriété pour tous » pour « permettre de construire un patrimoine familial ». Rachid Hachim précise ne pas avoir fait « l'apologie » de son positionnement « à gauche » pendant la campagne des municipales. Son projet – « la défense du citoyen » – apparaît à la fois consensuel et évasif. Il situe son éveil à la politique au moment de la première guerre du Golfe (1990) qui l'a « choqué », comme beaucoup de jeunes de son groupe d'origine [Amrani, Beaud, 2005]. Lui-même, selon un de ses colistiers, serait un musulman pratiquant. Deux faits ressortent de la présentation décousue qu'il fait de sa trajectoire : c'est par le travail social municipal qu'il s'est professionnalisé et ouvert « aux autres », d'abord à X. puis à Villenois, où il a travaillé comme animateur de quartier ; son ascension professionnelle aurait été entravée par ces municipalités de gauche qui ont refusé de lui payer des formations. Barré dans son ambition, il éprouve un sentiment d'injustice qui semble aiguiser sa protestation contre le maire.

C'est principalement sur leurs réseaux de proches que Hamed Nagati et Rachid Hachim se sont appuyés pour composer la liste : ainsi parmi les candidats trouve t-on des membres de leurs familles, plusieurs voisins de Hamed Nagati impliqués dans l'association de propriétaires qu'il anime, et plusieurs jeunes hommes trentenaires, avec qui Rachid Hachim est lié, notamment par le football ou alors par son travail d'animateur de quartier qui lui a valu l'estime de certains jeunes. Les ressorts de l'engagement avancés par les candidats sont divers. Un premier est constitué des conflits avec la mairie et le maire qui conduisent à se présenter « par dépit » ou pour « faire pression ». L'une des candidates est une ancienne élue municipale qui a rompu avec le maire, jugé autoritaire voire autocratique. Un autre candidat, d'origine sénégalaise, encarté au PS, avait espéré, comme Hamed Nagati, participer à la liste conduite par Michel Barrot mais aucune place ne lui a été proposée. Certains membres de la liste Hachim ont également bénéficié des services de la mairie ou de l'intervention de certains élus pour accéder à un logement ou à un emploi. Les relations qui s'en sont suivies ont nourri une familiarité avec la mairie qui autorise la participation à la compétition électorale. D'autres ont pu se heurter à des réponses négatives à une demande d'emploi ou de logement : le sentiment que la mairie est « injuste » ou « indifférente » peut aussi alimenter l'engagement dans un contexte de recompositions des relations de type clientélaire [Mattina, 2004 ; Lefebvre, 2005]. Un autre ressort est le décalage entre les contraintes de la vie quotidienne en banlieue et l'offre des services municipaux perçue comme insuffisante. Par exemple, Marie Raman explique être allée sur la liste pour protester contre la modification de la carte scolaire l'obligeant à inscrire ses enfants dans une école plus éloignée de son domicile. Travaillant en horaires décalés, cumulant deux emplois, cette modification complique son organisation domestique. Pendant les réunions, elle a proposé avec d'autres candidates comme elle mères de jeunes enfants et salariées en horaires décalés, l'ouverture d'une crèche 24 heures sur 24 et d'un service de bus gratuit pour ramener les enfants à leur domicile après l'école. Enfin, c'est le besoin de « voir de nouvelles têtes » et « plus de jeunes » qui justifie la présence sur la liste. Beaucoup s'indignent d'une forme de monopolisation du pouvoir municipal par un petit nombre de personnes qu'on retrouverait d'une élection à l'autre. Ces nouveaux candidats, depuis qu'ils sont en âge de voter, ont toujours connu Michel Barrot et ses principaux adjoints, à leurs yeux inchangés depuis 1995. Or ces représentants leur semblent d'autant plus vieillis qu'ils ne sont plus, selon eux, à l'image de la population actuelle de Villenois. Dans les entretiens, il est cependant très rare que « les origines » soient opposées entre elles. Si les candidats de la liste Hachim dénient aux élus de les représenter, ce n'est jamais en raison de leur couleur de peau ou de leur histoire nationale. En déplorant une absence de renouvellement des représentants locaux, ils expriment avant tout le souhait d'une « ouverture » du champ politique local à des gens comme eux, lesquels refusent de se définir en priorité à travers leurs « origines ». Votants plus ou moins assidus et peu intéressés par « la politique » au moment de leur entrée sur la liste, ils ont néanmoins cherché, au moyen de cet acte, à « exister politiquement » [Sayad, 2006], c'est-à-dire pleinement, à l'égal des « établis » ou de n'importe quel autre citoyen-national.

Ces ressorts de l'engagement réapparaissent d'un entretien à l'autre, ce qui témoigne du travail d'unification des raisons d'être sur la liste qui s'est opéré au fil des réunions, mais aussi d'une concordance objective des trajectoires sociales. A l'exception de quelques candidats confrontés à une situation de grande précarité professionnelle, pour qui la politique semble provisoirement offrir le réconfort d'une affiliation, les membres « actifs » de la liste Hachim (une dizaine sur trente cinq candidats) sont d'anciens « jeunes de cité » ou des habitants de quartiers pavillonnaires en voie de déclassement. Ce sont principalement des enfants d'immigrés ouvriers ou employés qui sont parvenus à

se stabiliser socialement et professionnellement. Quelques-uns ont connu une mobilité sociale plus importante. La promotion sociale, au sens d'une ascension conquise de haute lutte contre la précarité sociale et/ou familiale les caractérise, qu'ils soient des « petits-moyens » ou qu'ils s'inscrivent pleinement dans les classes moyennes. Nous synthétisons ces parcours (à partir des données – incomplètes - dont nous disposons) dans le tableau ci-dessous. La singularité de cette nouvelle génération de petits-moyens se lit dans les modalités de leur accès aux titres scolaires et/ou à l'emploi stable (plusieurs échecs aux concours, baccalauréat avec retard, accès à la propriété à un âge avancé, etc.). Ces petites mobilités ont été difficiles, semées d'obstacles. D'où peut-être l'admiration de certains d'entre eux pour le parcours de leur tête de liste qu'ils qualifient de « self made man ».

Position sur la liste	**Age**	**Origine**	**Trajectoire scolaire, professionnelle**	**Profession en 2008**	**Situation familiale**	**Résidence**
2.	45 ans F		Aidée par la ville après période de précarité.	Professeur du secondaire et technique		Aide de la ville pour accès au logement
5. **Sélim Benyaa**	35 ans H	Père ouvrier algérien, mère française (devenue responsable administrative à l'hôpital)	Baccalauréat après redoublements, puis infocom (Deug non obtenu).	Fonctionnaire catégorie C		Parents propriétaires d'un pavillon en bandes, quartier des Peupliers
8. **Rachida Azrar**	47 ans F	Père ouvrier algérien, mère au foyer d'origine française	Niveau 3è. Précarité après son divorce, a élevé seule ses enfants. Soutien de la ville pour stage et logement, CES, titularisation 1997.	Fonctionnaire catégorie C	Séparée, 3 enfants	Locataire pavillon en bandes (via la ville), quartier des Peupliers
14. **Marie Raman**	40 ans F	Parents indiens (repartis en Inde à la retraite)	CAP et Brevet professionnel de préparatrice en pharmacie.	2 emplois à temps partiel (préparatrice en pharmacie / agent de sécurité à l'aéroport)	Mari immigré, venu pour études. Petits boulots restauration, concours de cuisinier (Education Nationale). 3 enfants.	Après avoir grandi et vécu dans une cité HLM, propriétaire d'un pavillon depuis 6 ans.
21. **Jocelyn Lédée**	32 ans H	Parents réunionnais (repartis à la retraite)	Echec au bac, « zone » plusieurs années. Bagagiste à l'aéroport après service militaire, puis ascension professionnelle.	Chef d'équipe (encadre 12 personnes), CDI. Projet de passer un diplôme pour enseigner le ju-jitsu.	Marié, 2 enfants	Vit dans le quartier HLM où il a grandi.
23. **Ahmad**	33 ans	Parents réfugiés	Arrivé en France à l'âge de 12 ans,	Professeur du secondaire et	Compagne d'origine	Parents propriétaires

Khayat	H	khurdes	classe d'intégration puis scolarité normale, bac technologique, BTS, concours professeur de mécanique auto (2è fois)	technique	khurde, prépare le concours d'avocat	d'un pavillon en bandes, quartier des Peupliers. Lui aussi depuis peu.
35. **Farid**	31 ans H	Parents algériens	Sans diplôme	Propriétaire de trois auto-écoles		A grandi dans une cité.
?	H	Parents algériens		Fonctionnaire catégorie C, prépare formation d'ingénieur au CNAM.		A grandi dans une cité
?	H	Parents algériens		Cadre dans le travail social		A grandi dans une cité

Les ressources acquises, que ce soit par l'école, l'audace ou la transmission familiale (plusieurs d'entre eux ont des parents déclassés professionnellement en raison de la migration), se traduisent à travers l'expression de nouvelles préoccupations dans la gestion du quotidien – le sort des jeunes désoeuvrés, la sécurité, la propreté, etc. –, la défense de nouveaux intérêts – en tant que propriétaires, parents d'élèves, consommateurs – ou encore, à la façon d'une pratique parmi d'autres, mais sans aucun privilège d'importance, l'entretien des « origines ». Par exemple, les enfants de Maries Raman (de confession musulmane sans être elle-même très pratiquante) suivent des cours d'arabe à la mosquée. Elle parle souvent tamoul avec ses enfants et cuisine le plus souvent des plats indiens. On n'observe pas, chez ces candidats, cette « honte des origines » dont on sait combien elle a accablé les enfants d'immigrés [Noiriel, 1988].[22] Les petites mobilités observées favorisent aussi ce rapport sans tabou aux origines : ces candidats ont acquis assez d'assurance sociale pour pouvoir s'affirmer à travers tout ce qu'ils sont et transformer en ressources certains éléments de leur histoire individuelle. A travers la liste Hachim, ils ont ainsi cherché à casser le carcan dans lequel sont enfermés les immigrés et « ceux des cités », toujours définis négativement et exclus du politique en raison de leur appartenance « nationale », « religieuse » ou de leur dénuement social et économique.

En même temps, si les trajectoires donnent à voir une ascension plus ou moins importante, des facteurs de mobilité fort divers y contribuent, qui rendent compte des oppositions entre les colistiers et de la fragilité dans le temps de leur collaboration. L'analyse de ces trajectoires diverses suggère l'existence de deux pôles autour desquels les rassembler, mais il conviendrait de poursuivre l'enquête auprès des autres membres de la liste pour vérifier cette hypothèse. Un premier pôle regrouperait ceux d'entre eux dont la trajectoire ascendante est liée à la scolarité et, dans tous les cas, au mérite scolaire : les études accomplies ou les concours réussis sont à l'origine de leur élévation sociale et professionnelle. Ce facteur semble favoriser la politisation et une inscription « à gauche » (Sélim Benyaa a ainsi rejoint les Verts après les élections, et un autre candidat, cadre dans le travail social, envisage de militer au NPA). Le second pôle rassemble les candidats pas ou peu diplômés et dont la mobilité est due à une réussite économique à travers l'entreprise (comme Farid, ce patron de trois auto-écoles qui a joué un rôle prépondérant durant la campagne électorale en prêtant ses locaux pour les réunions, et en animant les réunions publiques). L'engagement politique semble alors constituer un terrain propice à la notabilisation. Entre ces deux pôles se situeraient les candidats dont l'ascension est rendue possible à la fois par leur petit capital scolaire et leurs efforts quotidiens en vue de satisfaire leur aspiration à la promotion sociale. L'exemple de Marie Raman est significatif de ces parcours de mobilité reposant sur un sur-travail : occupant déjà deux

[22] Selon Gérard Noiriel, cette « honte des origines », liée à la stigmatisation des immigrés, est un trait récurrent de l'intégration en France des secondes générations.

emplois, elle explique en entretien vouloir « travailler plus ». Les revenus du ménage sont en grande partie consacrés au remboursement du pavillon. Elle est ainsi conduite à juger « injuste » le système d'attribution des aides sociales qui la prive d'en bénéficier et à nourrir une certaine jalousie envers les fonctionnaires, à ses yeux « protégés » et « privilégiés ». Ne s'intéressant pas à la politique avant d'entrer sur la liste, elle avait voté Nicolas Sarkozy à la présidentielle. Mais son discours témoigne aussi des effets de socialisation politique liés aux discussions entre colistiers : comme on le verra plus loin, cette expérience collective a en effet été propice pour certains à une « ouverture » des horizons individuels.

III. Candidats de la diversité : une participation aux effets ambivalents

La mise à l'écart d'enfants d'immigrés, jeunes et peu diplômés, entre classes populaires et classes moyennes, alors que sont promues dans l'équipe établie deux immigrées de classe moyenne ne doit pas conduire à conclure que pour les plus modestes des « divers », la participation à la compétition électorale en 2008 n'est qu'une relégation de plus. L'enquête rétrospective qui permet de suivre le devenir des têtes de liste comme des candidats de second rang un an après les élections, invite à mettre en lumière l'ambivalence des effets de la participation sur la liste « indépendante » : pour tous les candidats « divers », elle implique une stigmatisation des origines et une disqualification politique, mais elle matérialise malgré tout une reconnaissance sociale et fait éclore des sociabilités valorisantes. Elle procure à certains des ressources qui favorisent leur engagement en politique et leur petite mobilité sociale.

A. Stigmatisation des origines, procès d'incompétence politique, disqualification des leaders

On l'a dit, un an après, l'enquête de terrain contribue à faire revivre la campagne. Les participants de la liste Hachim ont profité des entretiens pour dénoncer les multiples formes de « dénigrement » qu'ils ont subies alors, dénigrement qu'ils attribuent tous à l'équipe municipale socialiste. La participation politique expose toujours les outsiders à la disqualification[23]. Ce phénomène concerne également les « divers » accusés de constituer des listes « communautaires » et renvoyés à leurs origines [Geisser, Soum 2008, p. 176]. La confrontation des témoignages, en faisant apparaître les omissions des entretiens, permet d'examiner en détail cette stigmatisation des origines, ses formes et ses profonds effets de fragilisation des personnes et des groupes. Hachim, tête de liste et actuel élu au conseil municipal, attaché à faire bonne figure dans l'entretien, se contente de relater les rumeurs selon lesquelles il aurait voulu « mettre des arabes à la mairie », « détruire le macdo pour construire une mosquée », puis confie évasif : « les campagnes, c'est pourri, c'est bas ». C'est un colistier, Sélim, qui évoque en entretien une inscription sur le mur d'une école primaire du quartier des Peupliers décriant personnellement Hachim et sa famille : celui-ci aurait tenu à passer l'affaire sous silence pour protéger sa mère. Une autre co-listière, Rachida, raconte un épisode tu par les autres. La rumeur de « liste communautaire » et la « diabolisation » auraient été lancées à partir d'une photo de la liste où apparaissait une femme voilée. Hachim et Nagati ont alors décidé de demander à cette femme d'ôter son voile : ne pouvant accepter, elle a dû se retirer de la liste tout en continuant à participer aux réunions. Rachida, sans ignorer que la présence de cette femme risquait d'alimenter les accusations à l'encontre de leur liste, dit l'avoir défendue contre la volonté des leaders et d'autres co-listiers, au nom du « respect » : « Elle reste avec le foulard ! Chacun a droit à son identité ». Elle interprète ainsi le cas de cette femme « blessée » d'avoir été sollicitée pour participer puis finalement écartée : « Nous aussi, dans notre liste, on a fait du racisme ! » C'est « son seul regret de la campagne » et elle le raconte aujourd'hui encore avec émotion. L'épisode montre que le soupçon de communautarisme divise et affaiblit le collectif que les leaders cherchent à mobiliser : alors que certains, telle Rachida, sont prêts à aller « jusqu'au bout de la diversité » selon son expression, d'autres préfèrent reculer, intériorisant en partie le discours dominant prônant l'exclusion du voile des espaces publics et en faisant le symbole d'un défaut d'intégration. Si toute compétition électorale expose à la disqualification, les candidats divers lui donnent particulièrement prise dans le contexte français actuel. Le moindre détail

[23] On le vérifie ici à travers le cas de Gérard Jaoui, patron d'une pme, tête de la liste Modem aujourd'hui élu au Conseil municipal. Il est traité avec condescendance par l'équipe municipale et avoue lui-même ne pas maîtriser les questions techniques comme le budget communal. Il est aussi moqué par le maire en pleine séance du Conseil pour sa fréquentation assidue des cafés du centre ville.

est utilisé pour éveiller le soupçon sur leur appartenance locale et nationale. Ainsi le maire socialiste attire-t-il notre attention sur le paysage de montagne à l'arrière plan de la photo de campagne d'Hachim ; il suggère qu'il s'agit d'un pays montagneux, puis lance avec ironie : « Y-a-t-il des montagnes à Villenois ? » Il est persuadé qu'il s'agit d'une référence aux reliefs du Maghreb. Interrogés sur ce point, les membres de la liste parleront les uns de l'Auvergne, d'autres de collines situées dans un parc proche : les critiques de cette photo auront en tous les cas fait planer un doute sur la capacité d'Hachim et de ses co-listiers à représenter une commune francilienne. Les interviewés se revendiquent avec insistance français et villenoisiens. Youssou Awadi, avant même qu'on ne pose la première question, prend la parole pour décliner son identité : « Je suis français d'origine sénégalaise ». Notre enquête et nos questions ravivent le soupçon et le doute distillés durant la campagne sur l'appartenance nationale de ces Français issus de l'immigration ou de familles migrantes.

Si le soupçon de « communautarisme » fragilise les candidats divers, c'est aussi parce qu'il revient à « ignorer leurs compétences » selon l'expression de Sélim. Les entretiens sont parsemés d'autocritiques et d'aveux d'inexpérience en matière de politique, qui reprennent les accusations formulées durant la campagne (le « manque de sérieux », les attitudes « désinvoltes ») : les co-listiers n'ont pas tenu de bureau de vote le jour des élections ; les noms des candidats ne figuraient pas face à leur photo sur la liste (« on s'est loupé, y avait pas les noms en face des photos ! ») ; l'un deux avait fourni une photo d'identité avec ses lunettes de soleil haut relevées sur le crâne (« un look d'enfer ! »). Le plaidoyer de Youssou en faveur de la liste, un an après les élections, fait entendre en creux toutes les « attaques » subies : « Mais nous aussi on a le droit de gouverner la mairie. Nous aussi on est français. On est citoyen comme vous. On peut gérer la mairie. Y a des intellectuels parmi nous. Y a même des Français de souche ».

La stigmatisation est d'autant plus intense dans ce contexte de Villenois que, plusieurs candidats de la liste Hachim ont été aidés par la mairie (pour obtenir un logement, un emploi…) et sont connus des élus et services municipaux. Plusieurs d'entre eux ont mentionné les coups de téléphone ou les remarques empreintes de reproche de Michel Barrot suite à leur participation à la liste « indépendante ». Ne pouvant s'appuyer sur des sociabilités denses et personnelles, propices à intégrer et fidéliser les habitants, le maire doit se contenter de rappels à l'ordre *a posteriori*. Youssou, militant PS, saisit l'occasion que lui offre l'entretien pour s'expliquer et s'excuser à travers nous auprès du maire ; il multiplie les témoignages d'allégeance (« Je vote toujours gauche » « je suis socialiste », « je suis pas allé UMP ou Modem, c'est pas grave »). L'entretien est très difficile car Youssou nous identifie d'entrée de jeu à partir de toutes les ressources qui précisément lui manquent : des Français légitimes, des possesseurs de titres scolaires (« vous les intellectuels », « vous savez ça mieux que moi »), des alliés de la mairie (« vous direz à Monsieur Barrot… »). L'intensité de ses excuses et de son plaidoyer ne peuvent se comprendre qu'en lien avec la dureté non seulement de la campagne, mais aussi de ses suites. A côté des sanctions prévues par le règlement du parti, de multiples sanctions informelles ont pu être mises en œuvre du côté des relations et des échanges que la mairie entretient avec les habitants. Youssou est par exemple persuadé que la non-satisfaction de la dérogation scolaire qu'il a sollicitée est liée à sa présence sur une liste concurrente : « ils [la section locale du PS] ont pris des distances depuis que je suis sur la liste », « il y a beaucoup de rancune ». Rachida dira qu'il a été « banni ». Son cas est extrême mais en même temps révélateur : les interactions avec le maire ou ses plus proches adjoints durant le temps même de la campagne ou après, aussi brèves et anodines fussent-elles, ont été l'endroit de blâmes et de jugements à l'occasion desquels les candidats divers ont éprouvé tout à la fois l'infériorité de leur position locale et leur faible légitimité citoyenne.

Notre observation d'une séance du conseil municipal consacrée au budget communal a aussi permis de comprendre qu'entre les divers sélectionnés par l'équipe municipale et les « recalés », la disqualification des moins conformes aux attentes municipales se poursuit. Nous avons ainsi assisté à un virulent échange entre Salima Pillon et Rachid Hachim qui siège au conseil municipal. Comme ce dernier avait critiqué la faible part du budget allouée aux associations, l'élue en charge de la vie associative, assise non loin du maire, lui a répliqué d'une voix forte et assurée : « Je suis en colère contre les insinuations de Monsieur Hachim… Les conseils de quartier sont pleins… On n'a pas changé les subventions aux associations… Il y a un projet de Maison des associations. Les gens, qui vivent à Villenois, savent ce qu'il s'y passe ! Quand on aime Villenois, on habite à Villenois, on dépense à Villenois ! » Cet échange s'inscrit dans l'ensemble des insinuations du maire et de ses adjoints sur

l'incompétence et le manque de sérieux d'Hachim : lorsqu'il déclare en début de séance avoir reçu les documents budgétaires trop tard pour les lire et les qualifie sans précaution de « fastidieux », il s'attire les soupirs et les sourires ironiques de l'équipe municipale ; à un autre moment, suite à une question qu'il a posée, un adjoint du maire l'invite publiquement à venir « prendre des cours particuliers » sur le budget. Il est aussi, comme le montre l'extrait d'entretien cité, interpellé sur le fait qu'il réside plus ou moins à Villenois (de fait seuls ses parents y sont domiciliés). Rachid Hachim paraît peu à l'aise dans son rôle d'élu. Peu concentré et prompt à bavarder avec ses voisins, il s'attire souvent les rappels à l'ordre sentencieux du maire. Ses votes et prises de position manquent de cohérence. Si l'on ne doit pas négliger que les rôles du « professeur » et de l'« élève indiscipliné » puissent être ici surjoués pour animer la scène et égayer le public (dont les sociologues), la prise en compte de l'inégalité objective des ressources scolaires, sociales, locales entre le maire et l'élu de la liste indépendante n'en montre pas moins qu'à l'occasion de ces séances du conseil municipal le processus de disqualification et d'illégitimation politique de ceux qui prétendent à la carrière politique sans titres ni ressources se poursuit.

B. Etre sur une liste : reconnaissance sociale et sociabilités

On ne peut manquer de rappeler l'effet de reconnaissance sociale attaché à la participation à une liste. Sélim Benyaa expliquait non sans quelque réprobation, que « certains veulent être sur la liste, parce que ça fait bien » (et non pas parce qu'ils s'intéressent à la politique). Aussi peu légitime que soit un tel usage de la participation à la compétition électorale, aux yeux des professionnels de la politique ou des citoyens mobilisés, il faut le prendre au sérieux : « ce qui se joue dans la présence sur une liste, parce qu'elle témoigne d'une reconnaissance sociale en même temps qu'elle l'accrédite, dépasse (…) les seuls enjeux de la compétition électorale » [Desage, 2005, p. 67]. C'est d'autant plus vrai dans ce contexte de Villenois au cours des années 2000, cette ville accueillant outre des familles pauvres bloquées dans le logement social, des ménages sortis des cités franciliennes, ayant réussi non sans de multiples efforts et difficultés à accéder à la propriété et à stabiliser leurs conditions d'existence. Les petites mobilités sociales, peut-être justement parce qu'elles sont moins visibles et assurées que les grandes, alimentent une forte demande de reconnaissance sociale. Peu diplômés ou détenteurs de diplômes modestes, enfants d'immigrés ou immigrés eux-mêmes, les candidats de la liste Hachim ont aussi subi la xénophobie ordinaire dans le cadre du quartier ou des relations aux institutions. Voir son nom écrit sur une liste électorale vaut donc pour eux tout particulièrement, reconnaissance sociale : reconnaissance qu'on est un villenoisien, un citoyen français, une personne de valeur. Assurément c'est la liste municipale qui octroie le plus de reconnaissance, mais la liste « indépendante » aussi disqualifiée fût-elle durant la campagne, joue aussi ce rôle.

Pour tous les candidats, la participation à cette liste implique aussi des pratiques de sociabilité inédites : réunions en soirée entre co-listiers d'âge, d'origine et de profession variés, porte-à-porte dans divers quartiers. Sachant que la sociabilité dans les milieux modestes est souvent peu diversifiée socialement et que l'expérience de l'instabilité professionnelle ou familiale contribue aussi à la diminuer, une candidature aux élections municipales est pour beaucoup synonyme de rencontres « intéressantes ». La facilité avec laquelle les candidats joints directement par téléphone ont accepté de faire un entretien est un indice de cette disposition à entrer en contact avec des personnes socialement éloignées de soi, activée durant la campagne. Sélim exprime dans l'entretien son admiration pour l'action d'un co-listier animateur en Seine-Saint-Denis qui a réalisé un documentaire sur les jeunes et le rap. Ahmad Khayat est content d'avoir rencontré des gens « à l'esprit ouvert » et ayant « une situation professionnelle bien placée ». Rachida, qui habite le quartier des Peupliers depuis dix ans, dit l'avoir « découvert » à l'occasion des porte-à-porte alors qu'elle s'y était longtemps sentie une « intruse ». Elle a pris conscience avec amusement de l'attachement de certains habitants aux arbres ornant les jardins et les placettes. Pour des femmes habituées à la division sexuelle traditionnelle des rôles dans le couple, les réunions et les rencontres de la campagne impliquent aussi une forme d'émancipation du pouvoir masculin. Marie Raman le suggère en indiquant que son mari qui s'« intéresse beaucoup à la politique », « lit et écoute des émissions » ne voulait pas qu'elle soit sur la liste. Cela a occasionné des tensions entre eux, mais elle-même a « aimé faire ça ». Nous ne disons pas qu'un tissu de relations d'interconnaissance intense et durable s'est forgé durant la campagne : la liste Hachim, collection hétéroclite de noms, n'est pas un groupe réel, c'est encore plus vrai aujourd'hui qu'il y a un an. Toutefois les candidats y ont expérimenté

des liens de sociabilité inédits et enrichissants, justement parce qu'il s'agit de liens faibles, peu denses, mais socialement éloignés de soi. Dans le même ordre d'idées, en étant sur cette liste et en faisant des porte-à-porte, ils se sont fait connaître localement. Ils ont amélioré leur capital social et leur capital symbolique. Les attentions que le maire ou certains élus prêtent désormais à certains d'entre eux le montrent bien[24].

Marque de reconnaissance sociale ou sociabilités valorisantes, ces effets de la participation à la compétition électorale peuvent fort bien aller de pair avec un intérêt limité pour la politique locale, un éloignement persistant de la sphère politique. Elles n'en constituent pas moins un préalable nécessaire à d'autres formes de politisation.

C. Attestation de civisme, apprentissages, carrière politique, mobilité sociale

Pour certains co-listiers, il apparaît que la participation à la compétition électorale a procuré comme une « attestation de civisme » [Retière, 1994] qui a précipité les engagements (associatifs, politiques, syndicaux). C'est vrai pour ceux qui figuraient en bonne place sur la liste. Rachida Azrar a ainsi adhéré à la Croix Rouge et y a rapidement pris des responsabilités. Elle fréquente assidûment le conseil de quartier. Sélim Benyaa a adhéré aux Verts et quand nous le rencontrons, il vient de participer à une manifestation de soutien aux Tamouls du Sri Lanka à Paris. Mais cet enclenchement des engagements apparaît aussi chez Jocelyn Lédée, contacté directement par téléphone et qui ne figurait qu'en 21ème position sur la liste : âgé de 34 ans, il a quitté l'école en terminale et est aujourd'hui chef d'équipe bagagiste à Roissy chez un sous-traitant d'ADP. Syndiqué à FO, il a été élu délégué du personnel en octobre 2008. Sa participation à la liste Hachim a modifié son rapport au politique. Avant ces municipales, il n'avait voté qu'une seule fois, au 2ème tour de la présidentielle de 2002 : « J'étais inscrit, mais ça ne m'intéressait pas. C'était un milieu compliqué ». Cette incompétence politique perdure : par exemple Jocelyn est embarrassé pour commenter le résultat de la liste Hachim dans son quartier, les mots lui manquent. Quand on lui demande si cette liste était de droite ou de gauche, il répond « je pense que c'est plutôt à gauche, mais je ne sais pas trop ». Mais à présent il s'intéresse davantage à la politique : « Depuis l'année dernière, je regarde plus les infos, sur le mouvement aux Antilles ». Il cite une personnalité politique : « Moi j'aime bien Besancenot » et précise avoir apprécié ses propos au moment des grèves en Guadeloupe, quand il invitait à développer des mouvements de lutte contre « la vie chère » en métropole aussi. « On parle de la vie chère aux Antilles, mais ici aussi c'est cher ! Tout le monde se débrouille, mais c'est super pas évident. »

Au-delà de l'intérêt pour la politique, Rachida Azrar comme Sélim Benyaa ont acquis ou renforcé durant la campagne des compétences politiques. Rachida a arrêté l'école en 3ème. Sélim a obtenu le bac à 21 ans après plusieurs redoublements (« J'ai tout fait en double ») puis il a passé plusieurs années en 1er cycle Infocom sans jamais obtenir le DEUG. Tous les deux évoquent dans les entretiens leurs regrets de n'avoir pas fait plus d'études et leurs projets de formation. « Y a l'université pour les personnes âgées ! » dit Rachida. Sélim vient de s'inscrire en licence de mathématiques au CNAM. Ces projets n'ont pu qu'être soutenus sinon enclenchés par la participation à la liste électorale. Celle-ci a en effet été l'occasion d'écrire, de parler, d'argumenter, d'échanger sur le devenir de la ville, autant d'activités et de savoirs valorisés, proches des activités scolaires. Rachida, qui prenait les notes lors des réunions de la liste, a aussi beaucoup contribué à l'écriture des tracts. Au final, elle estime n'avoir pas été « mauvaise par rapport à [ses] écrits », se félicitant tout particulièrement du texte de remerciement aux électeurs. Sélim a souvent été sollicité pour des conseils dans la conduite de la campagne et a apprécié d'apporter « des idées » (son ami Ahmad Khayat valorise aussi a posteriori les échanges d' « idées », sans qu'on parvienne toutefois à lui faire expliciter davantage ce qu'il met derrière ce terme). Il insiste aussi beaucoup sur l'amateurisme dans la rédaction des tracts (« quand deux messages différents étaient proposés, on prenait un bout de l'un et un bout de l'autre ! ») ou la conduite des porte-à-porte (« nous, à part décrire le parcours de chaque candidat on n'avait pas le bagage pour convaincre les gens ») donnant à

[24] On peut penser que tous ceux qui ont refusé de nous rencontrer (ce refus s'expliquant d'abord et quoiqu'ils en disent par leur faible intérêt pour la politique locale) ont malgré tout forgé à l'occasion de leur participation à cette liste des liens de sociabilité utiles et utilisables et qu'ils ont aussi amélioré leur notoriété et leur valeur locale.

penser qu'il a tiré les leçons de l'expérience, qu'il a appris un peu des « ficelles du métier politique » selon sa propre expression. A les écouter un an après, on remarque aussi qu'ils se sont familiarisés avec les règles du jeu politique local et la rhétorique politicienne. Par exemple, ils insistent tous deux sur leurs engagements locaux, formels ou informels comme s'ils avaient compris que c'est aux yeux du maire le premier critère de l'éligibilité. Rachida insiste quant à elle sur la séparation entre son engagement associatif à la Croix Rouge et son investissement politique, autre figure clef de la rhétorique municipale : alors même que tous les engagements sont potentiellement liés et complémentaires, il vaut mieux ne pas trop mettre en avant ces liaisons. Leur application à parler et leur volubilité à l'occasion d'un entretien qui les confronte à des universitaires, fait écho à cet apprentissage politique multiforme qui se conjugue à l'acquisition d'une notoriété locale.

La possibilité de continuer dans le jeu politique local qui s'offre à certains candidats de la liste « indépendante » est aussi accréditée par les propos des leaders de l'équipe municipale. Pierre Vernet, adjoint très proche du maire, se vante d'avoir revu tous les gens de la liste pour leur dire « Vous avez du talent, c'est chez nous que ça se passe ! » Et à propos de Youssou Awadi et d'autres qui lui ressemblent : « On les a découvert là », « Il faut les intégrer autrement ». Un an après les municipales, l'équipe au pouvoir mène un « travail de sociabilité » [Bourdieu, 1980] pour gagner l'allégeance des uns et calmer le ressentiment des autres. Stéphane Dufour en tant que président de la section locale du PS déclare y contribuer activement. Il souhaiterait « réintégrer au jeu politique normal » plusieurs candidats de la liste Hachim, notamment ceux qui ont pris des engagements politiques à gauche comme Sélim Benyaa et Abdelmalek Kalil qui se trouvent être tous deux fonctionnaires de catégorie C, position professionnelle qui, comme on l'a vu, favorise l'accès à la liste établie. Il a enregistré leurs noms dans un fichier de sympathisants (il y a intégré une dizaine de membres de la liste Hachim) et leur signale la tenue des réunions du PS : « Il faut leur assurer un apprentissage ! », commente-t-il.

Sélim comme Rachida, du fait de leurs engagements locaux, se sont trouvés à plusieurs reprises en contact avec le maire, ses adjoints ou de simples élus depuis les municipales de 2008. Ils semblent faire l'objet de sollicitations pour se rapprocher de la gauche municipale. Tous deux fonctionnaires de catégorie C, développant une forme de révérence pour la culture scolaire, ont les attributs pour accéder à l'équipe municipale. Ils profitent des entretiens pour manifester leur approbation envers certains aspects de la politique municipale. Par exemple, Rachida dit avoir beaucoup apprécié le discours du maire à l'occasion d'un événement en l'honneur des anciens combattants auquel elle participait pour la Croix Rouge : s'il a rendu hommage aux soldats français, il a aussi salué la mémoire des « indigènes ». Sélim adopte une position nuancée s'agissant du golf de Villenois : Hachim le prétendait déficitaire et proposait de la transformer en parc. Lui, sachant de par son travail aux Impôts, qu'il n'est pas déficitaire affirme que « cela permet d'avoir un espace boisé important qui ne soit pas dégradé contrairement aux autres espaces verts de la ville ». Bref, tous deux pourraient fort bien être sélectionnés pour la prochaine liste socialiste : qu'ils le soient effectivement ou non, on aura en tous les cas montré que leur participation sur une liste indépendante a de différentes manières augmenté leurs chances d'accès à la liste établie. Tout comme les apprentissages politiques, ces liens avec l'équipe municipale consolident aussi une petite mobilité sociale enclenchée pour Rachida comme pour Sélim par l'accès au statut de fonctionnaire qui autorise à se projeter dans l'avenir et à avoir des projets.

S'agissant du tête de liste, Rachid Hachim, la thèse de la socialisation politique par la participation à la compétition électorale vaut également mais avec des nuances. En effet, il semble exclu, de part et d'autre, qu'il rejoigne un jour la liste socialiste. La rupture est consommée. Cependant tout comme les candidats de second rang, Rachid Hachim a parfait ses savoirs politiques à l'occasion de la campagne, bénéficiant notamment des conseils et des appuis de Hamed Nagati. Par ailleurs si, comme on l'a montré, sa participation au conseil municipal est tout aussi disqualifiante que valorisante, il faut rappeler que le titre d'élu peut fonctionner comme une ressource dans des sphères éloignées de la scène communale. Or, dans une situation professionnelle et sociale toujours instable, Rachid Hachim paraît aujourd'hui chercher à améliorer ses conditions d'existence et à gagner de la reconnaissance sur d'autres scènes que la scène locale. Ainsi a-t-il suivi une formation à l'Institut des Hautes études de Défense Nationale. Organisée par le ministère de la Défense, ouverte aux responsables associatifs et travailleurs sociaux inscrits dans la politique de la Ville, cette formation regroupait principalement des stagiaires d'origine africaine et maghrébine. Hachim s'y est présenté comme directeur de centre social et élu de l'opposition à Villenois. Le titre d'élu lui sert ainsi non pas d'arme et de soutien dans le cadre d'une mobilisation collective à

l'échelle locale dont tous les co-listiers s'accordent à dire qu'elle a fait long feu, mais de ressource dans une stratégie individuelle de mobilité sociale par la politique[25]. Le fait qu'il ait dit à Sélim Benyaa qu'il avait « réussi un concours », se montrant « tout fier avec son badge du ministère de l'Intérieur » est révélateur : la déformation et le flou persistant concernant les titres obtenus indique l'intensité des aspirations à en obtenir.

Bibliographie

- Achin Catherine et alii (dir.), *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, collection « Etudes politiques », 2007.
- Achin Catherine, Paoletti Marion, « Le « salto » du stigmate », Genre et construction des listes aux municipales de 2001 », *Politix*, volume 15, n° 60, 2002, p. 33-54.
- Amrani Younès, Beaud Stéphane, *« Pays de malheur ! » Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La découverte, 2005.
- Arnaud Lionel, Le Bart Christian, Pasquier Romain, *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques* ?, PUR, 2006.
- Bourdieu Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°31, 1980, p. 2-3.
- Bidégaray Christian, Cadiou Stéphane, Pina Christine, *L'élu local aujourd'hui*, PUG, 2009.
- Briquet Jean-Louis, Sawicki Frédéric, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, n° 7/8, 1989, p. 6-16.
- Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.
- Cartier Marie, Coutant Isabelle, Masclet Olivier, Siblot Yasmine, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La découverte, 2008.
-Desage Fabien, « Une commune résidentielle suburbaine en pleine campagne », *Mobilisations électorales*, Lagroye J., Lehingue P., Sawicki F. (dir.), Paris, PUF, 2005.
-Fassin Eric, Fassin Didier, *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, La découverte, 2006.
- Gaxie Daniel, Lehingue Patrick, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux dans une élection municipale*, Paris, PUF-CURAPP, 1984.
- Geisser Vincent, Soum El Yamine, *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Paris, Les Editions de l'Atelier / Editions ouvrières, 2008.
- Lagroye Jacques, *La politisation*, Paris, Belin, 2003.
- Lagroye Jacques, Lehingue Patrick, Sawicki Frédéric, *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005.
- Lefebvre Rémi, « La proximité à distance. Typologie des interactions élus-citoyens », *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Le Bart C. et Lefebvre R. (dir.), PUR, 2005.
- Lefebvre Rémi, Sawicki Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Croquant, 2006.
- Masclet Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La dispute, 2003.
- Mattina Cesare, « Mutations des ressources clientélaires et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix*, volume 17, n° 67, 2004, p. 129-155.
- Matonti Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La dispute, 2005.
- Noiriel Gérard, *Le creuset français, Histoire de l'immigration 19è-20è siècles*, Paris, Seuil, 1988.
- Offerlé Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales ESC*, volume 39, n°4, 1984, p. 681-716.
- Retière Jean-Noël, « Etre sapeur-pompier volontaire. Du dévouement à la compétence », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n°16, juin 1994, p. 94-113.
- Retière Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.

[25] La remise des « diplômes » dispensés par cet Institut s'est faite en présence de Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants, de Yazid Sabeg, commissaire à la Diversité et à l'égalité des chances, et de Mohamed Abdi, conseiller spécial de Fadela Amara, Secrétaire d'Etat chargée de la politique de la Ville.

- Sayad Abdelmalek, « Exister, c'est exister politiquement », *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, tome 2, Paris, Editions Raisons d'agir, 2006.